

*André Versaille*

Éditeur

---

*Sur l'aide à l'Europe*

par

**Georges C. Marshall, le 5 juin 1947**

Tiré du livre

*LES 100 DISCOURS QUI ONT MARQUÉ LE XX<sup>e</sup> SIÈCLE*

Sous la direction de

Hervé Broquet, Catherine Lanneau et Simon Petermann



*Édition établie et présentée par*  
Hervé Broquet, Catherine Lanneau et Simon Petermann

Les 100 discours  
qui ont marqué  
le XX<sup>e</sup> siècle

*Préface de Jean-François Lisée*  
*Introduction de Geoffroy Matagne*

---

❧ *André Versaille éditeur* ❧

43 – GEORGE C. MARSHALL  
SUR L'AIDE À L'EUROPE

5 juin 1947

Le Plan Marshall fut-il une offre généreuse d'aide financière à un continent détruit et exsangue ou un instrument de guerre froide censé imposer à l'Europe une subordination aux États-Unis et à leur modèle de développement tout en servant leurs intérêts commerciaux ? Il a en tout cas suscité, selon les hommes et les époques, les deux types d'interprétation et les tenants de la seconde n'étaient pas nécessairement des communistes de stricte observance. Conséquence directe de la doctrine Truman<sup>1</sup>, l'*European Recovery Program* (ERP) a eu d'incontestables retombées positives pour les pays qui en ont bénéficié, permettant ou hâtant leur redressement, mais il est indéniable qu'il a, en contrepartie, instauré un droit de regard ou de contrôle américain sur les choix et les méthodes économiques des États d'Europe occidentale. Il a également conduit ceux-ci à mieux coopérer et à s'harmoniser sur le plan économique et financier.

*L'homme de guerre et l'homme du plan*

Né en Pennsylvanie et formé à l'Institut militaire de Lexington en Virginie, George Catlett Marshall (1880-1959) est d'abord affecté aux Philippines puis combat sur le front français durant la Première Guerre. Adjoint du général Pershing de 1919 à 1924, il repart ensuite pour l'Asie et commande un régiment d'infanterie américain en Chine. Revenu aux États-Unis, il devient instructeur à l'école d'infanterie de Fort Benning et, en 1939, est nommé chef d'état-major de l'armée. Marshall est un partisan déclaré de Roosevelt et son influence est réelle depuis plusieurs années dans le milieu des officiers. En novembre 1945, il se voit confier une mission délicate en Chine : réaliser un compromis entre les nationalistes de Tchang Kaï-chek et les communistes de Mao en poussant le premier à démocratiser ses pratiques et à réaliser l'union nationale. Ce sera un échec, dû à l'intransigeance des deux camps. Nommé secrétaire d'État en janvier 1947, en remplacement de James Byrnes, démissionnaire, Marshall sera bien sûr l'homme du plan qui lui vaudra le prix Nobel de la Paix en 1953, mais également le premier négociateur des accords devant aboutir à l'OTAN. Démissionnaire en janvier 1949, il prendra la présidence de la Croix-Rouge américaine avant de revenir comme secrétaire à la Défense en 1950-1951.

---

<sup>1</sup> Voir l'introduction au discours n° 42.

Début 1947, George Marshall rentre de Chine amer et déçu. Cet homme austère et solitaire, peu doué pour la négociation, n'avait peut-être pas toutes les qualités requises pour réussir à pacifier l'Empire du Milieu. Il est, en tout cas, frustré, fatigué et persuadé que l'Asie du Sud-Est va échapper durablement à l'influence américaine, même si Washington domine le Japon<sup>2</sup>. Il est donc d'autant plus sensible au sort de l'Europe et persuadé que tout doit être tenté pour y faire triompher la doctrine de l'endiguement. L'administration Truman en est persuadée : c'est sur le plan économique que tout va se jouer. Un plan d'ensemble est donc mis au point afin d'aider financièrement l'Europe à se reconstruire, moyennant l'adhésion à quelques principes de « bonne conduite » libérale et démocratique. Un ballon d'essai est lancé le 8 mai 1947 à Cleveland dans le Mississippi par le sous-secrétaire d'État Dean Acheson qui, dans un discours, établit un lien entre le choix d'un peuple pour la liberté et l'assurance d'une aide matérielle et alimentaire américaine.

Un mois plus tard, le 5 juin 1947, George Marshall prend la parole lors de la remise des diplômés à l'Université de Harvard. Bien que sa proposition se situe dans la droite ligne de la doctrine Truman, le secrétaire d'État va volontairement s'éloigner du ton cassant et de la logique exclusive de son Président. Ici, il ne s'agit pas de menacer ou de paraître imposer une ligne de conduite à quiconque mais bien de présenter une image généreuse, solidaire et désintéressée de l'Amérique : puisque celle-ci est prospère, il est naturel qu'elle vienne en aide à l'Europe en difficulté. Le discours de Marshall prend pour point de départ la visible dislocation structurelle de l'économie européenne depuis la fin des années trente. La course aux armements, la guerre elle-même et ses destructions puis l'impossibilité d'aboutir rapidement à des traités de paix avec les ennemis d'hier ont conduit le continent à une situation proche de la ruine. C'est, affirme-t-il, tout le système moderne basé sur la division du travail et l'échange des produits qui est menacé. Et il évoque le *dollar gap* ou pénurie de dollars qui, pour trois ou quatre ans encore, empêchera l'Europe de financer ses indispensables importations de vivres et de matières premières à moins d'une aide massive et organisée qui ne peut venir que des États-Unis. Cette aide se justifie par le souci de vaincre la pauvreté et ses conséquences politiques néfastes mais également par intérêt national puisque l'Europe reste un débouché économique essentiel pour les États-Unis. George Marshall ajoute deux éléments : d'une part, il estime que les pays bénéficiaires de son plan devront s'entendre sur un programme commun de redressement et de répartition des aides et, de l'autre, il dit n'avoir aucune arrière-pensée politique et ne vouloir exclure aucune nation sur base idéologique.

### *Un plan catalyseur de la guerre froide et de l'unification européenne*

Accueilli avec faveur en Europe, y compris dans certains pays de l'Est, le discours du secrétaire d'État Marshall suscite une attitude plus prudente et réservée aux États-Unis. L'opinion publique américaine y est, dans un premier temps, plutôt indifférente : l'homme de la rue ne se sent guère concerné et la presse ne réserve au Plan Marshall qu'un modeste écho. Pourtant, nombre de groupes de pression – des Églises, des milieux

<sup>2</sup> Voir l'introduction au discours n° 38.

d'affaires, des mouvements féministes – vont lancer un vaste mouvement de pétition pour obtenir un vote rapide du Congrès. Celui-ci, en effet, est loin d'être acquis, les républicains étant majoritaires. Au sein même du gouvernement, le secrétaire au Trésor fait savoir, le 22 juin, que Marshall a parlé en son nom propre. En réalité, tout repose sur un pari: Marshall n'a, par avance, exclu personne de son plan, pas même l'URSS, mais il sait que, si celle-ci accepte, le plan ne sera pas voté par le Congrès. Cependant, il sait aussi que la perspective d'une aide et d'un certain contrôle de Washington est difficilement acceptable par Moscou et qu'en refusant une offre généreuse, celle-ci sera définitivement jugée responsable de la naissance des blocs.

La balle est donc dans le camp des Européens. Du 27 juin au 2 juillet 1947, la France, l'Angleterre et l'URSS se réunissent à Paris. Très vite, les Soviétiques s'opposent à la proposition française, acceptée par Londres, de faire bénéficier tous les pays européens, sauf l'Espagne franquiste, du Plan Marshall et de créer un comité directeur chargé d'évaluer régulièrement le bilan de chacun. Pour Moscou, un tel comité porterait atteinte à la souveraineté des États et l'intégration de l'Allemagne mettrait fin au paiement des réparations. L'URSS dit n'accepter l'aide américaine qu'aux victimes de l'Allemagne, sans coopération ni coordination des bénéficiaires. La rupture est consommée: Moscou n'acceptera pas le Plan Marshall et intimera l'ordre de le refuser aux divers pays de sa zone d'influence, confirmant la cassure du continent. En réalité, Staline redoutait que le Plan Marshall ne devienne, pour l'Amérique, un instrument de conquête de l'Europe centrale et orientale et un moyen de propagation du capitalisme visant, *in fine*, à détruire le système socialiste soviétique. Dès le 3 juillet, les États-Unis ont remporté la première manche.

Reste à unir les Européens demandeurs. Le 12 juillet, les délégués de seize pays se rencontrent à Paris: France, Grande-Bretagne, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Italie, Irlande, Danemark, Suède, Norvège, Islande, Turquie, Grèce, Portugal et Suisse. Ni l'Espagne ni l'Allemagne ne sont présentes. Le 22 septembre, ceux-ci remettent un rapport au gouvernement américain dans lequel ils disent accepter l'offre des États-Unis et les conditions de celle-ci et chiffrent l'aide nécessaire à vingt-deux milliards de dollars pour la période 1948-1951. La réaction de Moscou est très vive et d'emblée les différents partis communistes européens se lancent dans une campagne parfois violente de dénonciation du Plan Marshall, présenté comme un simple moyen d'oppression impérialiste et de subordination. La création du Kominform, bureau de liaison des partis communistes, à l'automne 1947, est tout autant la conséquence de la doctrine Truman que du Plan Marshall. La réplique soviétique concrète à ce dernier sera le Comecon, organisme renforçant l'interdépendance économique entre l'URSS et les divers pays de sa zone d'influence.

Aux États-Unis aussi, il s'agit encore de convaincre le Congrès et l'opinion. En effet, vingt-deux milliards de dollars représentent 15 % du budget et 3 % du revenu national, ce qui est énorme. Cependant, la loi organisant l'aide Marshall est définitivement votée début avril 1948 sur fond d'aggravation à la fois réelle et dramatisée de la situation internationale: grèves semi-insurrectionnelles en France et en Italie, coup de Prague transformant la Tchécoslovaquie en satellite de Moscou et accentuation des divisions entre Soviétiques et Occidentaux sur le futur de l'Allemagne. Le programme d'aide à l'Europe ou *European Recovery Program* porte finalement sur seize à dix-sept milliards de dollars,

dont 85 % à titre gratuit et 15 % en prêts à long terme, versés durant la période allant du 1<sup>er</sup> avril 1948 au 30 juin 1952, les pays européens étant censés s'être redressés à cette date. Les fonds doivent servir à la reconstruction ou au développement de l'économie nationale. La distribution sera assurée depuis Washington par l'Administration de coopération économique (ECA) qui disposera d'un bureau de coordination à Paris et de missions spéciales dans chaque pays. La répartition des crédits sera, elle, assurée par l'Organisation européenne de coopération économique (OECE), première institution assurant concrètement une union entre diverses nations européennes. Les Seize y seront rejoints par l'Allemagne de l'Ouest, représentée d'abord par les trois commandants en chef des zones d'occupation occidentales. Basée sur la coopération, c'est-à-dire la règle de l'unanimité dans le processus de décision, l'OECE pose les premiers jalons d'un futur marché européen. L'Europe est donc clairement sous assistance et sous contrôle américains. La loi établissant le Plan Marshall est d'ailleurs claire sur ce point puisqu'une clause précise qu'il pourra être mis fin à l'aide si elle n'est plus jugée compatible avec l'intérêt national des États-Unis, donc si le pays aidé s'écarte du modèle libéral.

Néanmoins, la réussite américaine et le rêve de l'*American way of life* font taire nombre de critiques potentiels. Par ailleurs, les conditions économiques désastreuses de l'Europe en 1947 ne lui permettent guère d'ergoter. Si certains pays, particulièrement la Belgique, peuvent faire figure d'oasis, la crise économique, monétaire et financière est telle, dans d'autres cas, que les États-Unis doivent même, par deux fois, anticiper le Plan Marshall en votant des aides d'urgence à la France, à l'Italie et à l'Autriche. La crainte d'un basculement vers le communisme joue un rôle majeur dans cette décision. Quoi qu'il en soit, puissamment soutenus par le Plan Marshall, les États membres de l'OECE vont voir leur produit national grimper de 25 %, leur production agricole de 10 et leur production industrielle de 35. Après 1952, l'Organisation va survivre au Plan Marshall puis s'élargir, dans les années soixante, aux États-Unis, au Canada, au Japon, à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande sous le nom d'OCDE, Organisation de coopération et de développement économique, qui permet la concertation et l'échange d'informations sur une plus large échelle. À partir des années 1990, l'OCDE s'ouvrira à plusieurs pays d'Asie, d'Amérique du Sud ou d'Europe centrale et orientale, servant souvent pour eux de sas de transition vers l'économie de marché. Quant aux pays d'Europe occidentale, ils ont créé d'autres dynamiques pour s'unir plus étroitement<sup>3</sup>.

---

### SUR L'AIDE À L'EUROPE

[...] Je n'ai pas besoin de vous dire, messieurs, que la situation mondiale est très grave. Cela est bien évident pour tous les gens intelligents. Je crois que l'une des plus sérieuses difficultés, c'est que le problème est

---

<sup>3</sup> Voir l'introduction au discours n° 48.

d'une si grande complexité que la masse même des faits présentés au public par la presse et la radio rend extrêmement difficile, pour l'homme de la rue, une évaluation nette de la situation.

De plus, la population de ce pays se trouve très loin des régions troublées de la terre, et elle a beaucoup de peine à imaginer la misère, les réactions qui s'ensuivent chez les peuples qui ont longtemps souffert, et l'effet que ces réactions ont sur leurs gouvernements au cours de nos tentatives pour établir la paix dans le monde.

Lorsqu'on a étudié les besoins inhérents à la reconstruction de l'Europe, les pertes en vies humaines, les destructions de villages, d'usines, de mines et de voies ferrées ont été estimées de façon assez exacte mais il est devenu évident au cours des mois qui viennent de s'écouler que ces destructions visibles sont probablement moins graves que la dislocation de toute la structure de l'économie européenne.

Depuis dix ans, la situation est très anormale. Les fiévreux préparatifs de guerre et l'activité encore plus fiévreuse déployée pour soutenir l'effort de guerre ont détruit toutes les branches des économies nationales. L'outillage industriel n'a pas été entretenu, a été endommagé ou est tout à fait démodé. Sous la domination arbitraire et destructive des nazis, presque toutes les entreprises ont été attelées à la machine de guerre allemande.

Les relations commerciales anciennes, les institutions privées, les banques, les compagnies d'assurances et les compagnies de navigation ont disparu, soit faute de capitaux, soit par absorption lorsqu'elles ont été nationalisées, soit simplement parce qu'elles ont été détruites.

Dans beaucoup de pays, la confiance en la monnaie nationale a été rudement ébranlée. Durant la guerre, la structure commerciale de l'Europe s'est complètement effondrée. La reprise économique a été sérieusement retardée par le fait que, deux ans après la cessation des hostilités, l'accord n'a pas encore été réalisé sur les traités de paix avec l'Allemagne et l'Autriche. Mais même avec une solution plus rapide de ces problèmes difficiles, la reconstruction de la structure économique de l'Europe demandera évidemment beaucoup plus de temps et des efforts plus grands que nous ne l'avions prévu.

L'un des aspects de ce problème est à la fois intéressant et grave: le fermier a toujours produit des vivres qu'il peut échanger avec les citadins contre les autres choses nécessaires à la vie.

Cette division du travail est à la base de la civilisation moderne. À l'heure actuelle, elle est menacée de ruine. Les industries des villes ne produisent pas assez de marchandises à échanger avec les fermiers producteurs de vivres. Les matières premières et le combustible font défaut. L'outillage industriel manque, ou est trop usé. Le fermier ou le paysan ne

peut trouver sur le marché les marchandises qu'il veut acheter. Si bien que la vente de ses produits fermiers en échange d'argent qu'il ne peut utiliser lui semble une transaction sans intérêt. Il a donc cessé de cultiver beaucoup de champs pour en faire des pâtures. Il nourrit davantage son bétail avec des céréales et trouve pour lui-même et sa famille une nourriture abondante, tandis qu'il reste mal loti en ce qui concerne les vêtements et autres gadgets ordinaires de la civilisation.

Pendant ce temps, les habitants des villes manquent de vivres et de combustible. Les gouvernements sont donc forcés de se servir de leurs ressources en devises étrangères et de leurs crédits pour acheter ces produits indispensables à l'étranger, épuisant ainsi les fonds dont ils ont un urgent besoin pour la reconstruction. Une situation très grave se crée donc rapidement, qui est de fort mauvais augure pour le monde. Le système moderne de division du travail qui repose sur l'échange des produits est en danger de s'effondrer. La vérité, c'est que les besoins de l'Europe, pendant les trois ou quatre prochaines années, en vivres et en autres produits essentiels, importés de l'étranger, principalement d'Amérique, sont tellement supérieurs à sa capacité actuelle de paiement qu'elle devra recevoir une aide supplémentaire très importante ou s'exposer à une dislocation économique, sociale et politique très grave.

Le remède consiste à briser le cercle vicieux et à restaurer la confiance des Européens dans le futur économique de leurs propres pays et de l'Europe tout entière. Le fabricant et le fermier, dans de très vastes régions, doivent pouvoir et vouloir échanger leurs produits contre des monnaies dont la valeur constante ne fasse pas de doute.

En dehors de l'effort démoralisant qu'a le désespoir des peuples en question sur le monde entier et des troubles qu'il peut provoquer, les conséquences de cette situation pour l'économie des États-Unis devraient être évidentes pour tous. Il est logique que les États-Unis fassent tout ce qu'ils peuvent pour aider à rétablir la santé économique du monde, sans laquelle la stabilité politique et la paix ne peuvent être assurées. Notre politique n'est dirigée contre aucun pays, aucune doctrine, mais contre la famine, la pauvreté, le désespoir et le chaos. Son but doit être la renaissance d'une économie active dans le monde, afin que soient créées les conditions politiques et sociales nécessaire à l'existence de libres institutions puissent exister.

Cette aide, j'en suis convaincu, ne doit pas être accordée chichement, chaque fois que surviennent les crises. Toute aide que ce gouvernement pourra apporter à l'avenir devrait être un remède plutôt qu'un simple palliatif. Tout gouvernement qui veut aider à la tâche de la reprise économique jouira, j'en suis sûr, de la plus entière coopération de la part du gouvernement des États-Unis. Tout gouvernement qui intrigue pour

empêcher la reprise économique des autres pays ne peut espérer recevoir notre aide. De plus, les gouvernements, les partis et les groupes politiques qui cherchent à perpétuer la misère humaine pour en tirer un profit sur le plan politique ou sur les autres plans se heurteront à l'opposition des États-Unis.

Il est déjà évident qu'avant même que le gouvernement des États-Unis puisse poursuivre plus loin ses efforts pour remédier à la situation et aider à remettre l'Europe sur le chemin de la guérison, un accord devra être réalisé entre les pays de l'Europe sur leurs besoins actuels et le rôle qu'ils joueront eux-mêmes pour rendre efficaces toutes les mesures que ce gouvernement pourrait prendre. Il ne serait ni bon ni utile que ce gouvernement entreprenne d'établir unilatéralement un programme destiné à remettre l'économie de l'Europe sur pied.

C'est là l'affaire des Européens. L'initiative, à mon avis, doit venir de l'Europe. Le rôle de ce pays devrait consister à apporter une aide amicale à l'établissement d'un programme européen, et à aider ensuite à mettre en œuvre ce programme dans la mesure où il sera possible de le faire. Ce programme devrait être établi en commun par un grand nombre de nations européennes, sinon par toutes.

[...]